

JEAN SALEM

« ÉLECTIONS, PIÈGE À CONS ? »

QUE RESTE-T-IL
DE LA DÉMOCRATIE ?



Flammarion **Antidote**

Extrait de la publication

Jean-Julien

Anti dote

HALTE AUX CONSENSUS MOUS,
AUX FAUSSES ÉVIDENCES,
À L'OPPOSITION STÉRILE DES EXPERTS!
BIENVENUE À TOUS CEUX
QUI VEULENT SE CONSTRUIRE UN AVIS,
PAR EUX-MÊMES ET POUR EUX-MÊMES.
IMPERTINENTS ET CRITIQUES,
CES PETITS ANTIDOTES LEUR SONT DEDDIÉS.

Ce livre incisif et percutant
analyse le *cirque* électoral actuel,
la confiscation du pouvoir
que ce cirque autorise et entretient
sous nos yeux, et enfin le régime
d'élection ininterrompue
dans lequel vit aujourd'hui
le citoyen de démocraties épuisées.

Flammarion

« Élections, piège à cons ? »

DANS LA MÊME COLLECTION

Yann Dall'aglio, *Une Rolex à 50 ans – A-t-on le droit de rater sa vie ?*

Mathias Roux, *J'ai demandé un rapport – La politique est-elle affaire d'experts ?*

Guillaume Pigeard de Gurbert, *Fumer tue – Peut-on risquer sa vie ?*

Normand Baillargeon, *Liliane est au lycée – Est-il indispensable d'être cultivé ?*

Yann Dall'aglio, *JT'M – L'amour est-il has been ?*

Camille de Vulpillières, *Dis merci à la dame – Que signifie la politesse ?*

Samuel Pelras, *Un geste pour la planète – Peut-on ne pas être écolo ?*

Jean Salem

« Élections,
piège à cons ? »

*Que reste-t-il
de la démocratie ?*

Flammarion **Antidote**

Jean Salem, philosophe, enseigne à l'université Paris I-Panthéon Sorbonne. Il y anime, avec Isabelle Garo et Jean-Numa Ducange, le séminaire « Marx au XXI^e siècle ».

© Flammarion, Paris, 2012.

Isbn : 978-2-0812-4879-3

INTRODUCTION

Enfants, puis adolescents, et peut-être même jusqu'au début des années 1980, nous nous demandions comment des peuples pétris de culture, comment les Allemands, en particulier, avaient bien pu ne pas voir venir ce qui se fit, ce qui fut commis en leur nom avant et pendant la période de la Seconde Guerre mondiale. Cela servait, accessoirement, à modérer les ardeurs de ceux qui étaient tout prêts à se prosterner devant la moindre émotion populaire et, particulièrement, devant celles qui paraissaient signaler l'insatisfaction de telle ou telle fraction de la population dans les pays du « socialisme réel ». Et, par-dessus tout, cela donnait aux plus fins l'occasion de se remémorer chaque jour une évidence qui heurte, semble-t-il, le préjugé démocratique : *les peuples peuvent se tromper*. Et, par voie de conséquence,

mal voter... Hitler (on peut, certes, le regretter) ne s'était pas emparé du pouvoir par un coup d'État ! À l'élection présidentielle de mars-avril 1932, il avait obtenu 2,75 millions de voix, ce qui représentait alors 37,3 % du corps électoral, mais il avait été battu, tout de même, par le maréchal Hindenburg. Dans un contexte pourtant marqué par de terribles violences causées par les bandes nationales-socialistes (on comptait des centaines de morts, dans les combats de rue que ces dernières avaient provoqués pendant le seul mois de juillet, en Prusse ainsi qu'à Altona, au nord de Hambourg), les élections du 31 juillet 1932 donnèrent également 37,3 % des voix au NSDAP.

De façon bien plus générale, la marche toute prosaïque des régimes dits « représentatifs » conduit toute personne sensée à penser, avec Alexis de Tocqueville, que « ceux qui regardent le vote universel comme une garantie de la bonté des choix se font une illusion complète ». Le « vote universel », ajoutait Tocqueville, « a d'autres avantages, mais non celui-là » (*De la démocratie en Amérique*, II^e partie, chap. 5, Vrin, t. I, p. 153). Car rien ne dit que la majorité a toujours raison. Surtout lorsque la majorité est aussi évidemment fabriquée qu'elle l'est aujourd'hui. Sans parler de la masse immense de ceux qui ne jouent plus au

jeu d'élections si souvent décevantes, déroutantes, ahurissantes, même. La tradition qui est mienne en philosophie a constamment allié, jusqu'au XVIII^e siècle au moins, un très grand optimisme naturaliste à un pessimisme foncier en matière anthropologique. Pour le matérialisme d'Ancien Régime, pour l'épicurisme ancien comme pour les grands seigneurs libertins, il n'est nullement question d'imaginer que, de proche en proche, tout homme aura accès aux lumières de la raison, à l'apaisement des passions, à la sagesse et au bonheur. Les « déniaisés », comme ils se nommaient eux-mêmes, savent bien que la religion est un instrument du pouvoir d'État ; mais le peuple, prennent-ils le soin d'ajouter aussitôt, ne laisse pas d'y croire et d'en ignorer les ressorts. Bref, ce n'est qu'avec les Lumières, et *a fortiori* avec le comtisme, le marxisme et autres doctrines rationnelles datant du XIX^e siècle, que s'est fait jour, parmi les tenants du matérialisme philosophique, l'idée d'une possible conversion de tous les humains de bonne volonté à des options politiques justes, morales et susceptibles d'apporter le bonheur à tous.

Et puis voici que nous y sommes : les héritiers du fascisme et du national-socialisme relèvent la tête en Europe... Ici, c'est un mouvement fondé par un ancien tortionnaire qui obtient, depuis plus

de vingt ans, 10 à 18 % des suffrages exprimés. Ailleurs, le NPD, le Parti national démocratique allemand, obtient 9,2 % des voix lors des élections de 2004, en Saxe. Depuis 1986, les scores du très mal nommé Parti autrichien de la liberté (FPÖ) ne cessent d'augmenter lors des scrutins législatifs, jusqu'à atteindre 27 % des suffrages exprimés en 1999. Le FPÖ était alors la deuxième force politique d'Autriche. Après un tassement provisoire, il revint en force aux législatives de 2008, avec un score de 18 %, auquel doivent être ajoutés les 11 % de voix recueillies par l'Alliance pour l'Avenir de l'Autriche (BZÖ) – elle-même issue d'une scission du FPÖ : cela donne un total cumulé de 29 % des suffrages exprimés en faveur de l'extrême droite ! En Norvège aussi, le FrP, le Parti du progrès, s'est imposé comme la deuxième formation politique du pays, en obtenant 23 % des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2009. Aux Pays-Bas, enfin, 17 % des suffrages se sont portés à l'extrême droite à l'occasion des élections européennes de juin 2009. Partout, ou presque, des gouvernements ne répugnant pas à passer des alliances avec l'extrême droite, voire à quémander son appui (Danemark, Hongrie) ; des gouvernements – généralement élus, certes, ou du moins venus au pouvoir du fait d'*élections* – confiant des

portefeuilles de ministres à des racistes patentés ou à d'authentiques fascistes très fraîchement reconvertis en démocrates très sincères (Italie). Partout le danger encore-rampant-mais-si-peu du retour de la peste noire ou de l'avènement de ses avatars postmodernes (Belgique, Suisse).

Bref, un problème peut désormais légitimement agiter nos neurones : les campagnes électorales, les bonnes intentions et les scrutins à venir suffiront-ils pour éviter à ceux qui militent à gauche, en ce XXI^e siècle commençant, de finir dans des camps (ancien style) ou dans des stades (à la chilienne) ? D'autant que, comme me l'affirmait un étudiant au cours d'un oral assez décoiffant, « le capitalisme a un gros problème : il est allé trop loin ». Autant dire qu'il pourrait finir en apocalypse... Et que ni les votes « utiles » ni les paniques sans grands lendemains des petits-bourgeois ne pourront faire office de rempart approprié contre ce qui vient ! C'est en pensant à cela, surtout, c'est-à-dire au vacillement de notre civilisation, que je souhaiterais ici parler : 1/ de ce que j'appellerai volontiers l'actuel *cirque* électoral ; 2/ de la confiscation du pouvoir que ce cirque autorise et entretient sous nos yeux ; 3/ du régime d'élection ininterrompue dans lequel on fait vivre aujourd'hui le citoyen de démocraties épuisées,

« ÉLECTIONS, PIÈGE À CONS ? »

régime qui participe d'une période de crise suraiguë du capitalisme, d'une période d'anxiété et de troubles, d'une période qui sent l'avant-guerre.



CHAPITRE PREMIER

Le cirque électoral

Les scrutins-tant-attendus, les formes prises par ce que l'on nomme la « démocratie », les joutes électorales, l'élection présidentielle française qu'un journaliste de France Inter (le 30 août 2011) pouvait désigner sans rire comme la « mère de toutes les batailles » – tout cela, d'après un méchant pamphlet « autoédité » en 1989, ne serait que farce et que comédie. Ce petit brûlot, très sommaire, anarchisant, mal ficelé, avait pour titre : *Deux siècles plus tard. Espoirs démocratiques et réalités*. La table des matières y constituait, à elle seule, un vaste programme : « Comédies de la défense des droits de l'homme », « Comédies des constitutions démocratiques », « Comédies des consultations électorales », « Comédies des sondages », « Comédies de la justice », « Comédies de la lutte contre

le chômage », « Comédies des réformes de l'enseignement », « Comédies des élus qui manipulent les grands principes et les grands sentiments », etc. Quant à l'auteur, il répondait et répond toujours (c'est là tout le mal qu'on lui souhaite) au nom de Maurice-Henri Barbier. Ah, certes ! il ne faisait pas dans la finesse, ni dans la qualité, ce Barbier ! Mais son livre n'en comportait pas moins quelque chose de l'air du temps : car la politique telle qu'elle se fait depuis quelque trente années au moins a fort mauvaise presse. Et la défiance est générale envers les élus, les gouvernants et autres caciques, les gens en place, les institutions et le système en son entier.

La jobardise à l'ancienne et le cynisme qui vient

Chacun s'accorde à reconnaître – aujourd'hui plus qu'hier encore, et chaque jour moins que demain – le manque de crédibilité dont souffre aujourd'hui la parole publique. Les États ne cessent de revenir sur des engagements qu'ils avaient solennellement garantis à tout ou partie de leurs citoyens (âge et conditions de départ à la

retraite, sécurité de l'emploi pour les fonctionnaires, etc.). Et les alternances de majorités politiques diverses ou autres jeux de chaises musicales semblent ne devoir ressembler qu'à des cycles au cours desquels se succèdent invariablement farineuses promesses et désillusions programmées. Dans l'opposition, aurait déclaré l'ancien Premier ministre britannique, Tony Blair, on vit en vers ; mais on vit en prose sitôt que l'on est au pouvoir. Tony Blair ! tout un poème à lui tout seul, ce travailleur qui fut un digne « fils de Thatcher », qui fut l'incarnation la plus exemplaire de cette *gauche-de-droite* qu'enfanta le XX^e siècle finissant ! Quant au gaulliste Charles Pasqua, plus madré, plus ouvertement cynique et plus drôle, il osait faire sienne cette devise : « Les promesses des hommes politiques n'engagent que ceux qui les écoutent. »

La chose n'est assurément pas nouvelle. Déjà, chez Maupassant, on pourra lire, dans un récit paru en 1889 et intitulé *L'Endormeuse*, que la Providence « ment, triche, vole, trompe les humains comme un simple député ses électeurs ». Car le type idéal de l'homme cajolé, charmé, entortillé, puis floué et roulé après dans la plus grossière des farines, c'est bien l'électeur qui nous l'offre ! Et c'est donc bien dans ce que Mirbeau appelait avec dérision la « jobardise électorale » que se donnent

à voir la crédulité des uns, la rouerie des autres et la fétidité de la comédie. Rechercher l'anéantissement civique, ou tout au moins électoral, lorsque le sol semble se dérober sous nos pieds, camper, autrement dit, dans l'abstention, le vote blanc ou le refus de vote, ce serait ainsi prendre la clef des champs, quitter la scène et tous les masques qui s'y pressent et y rivalisent d'imposture ; ce serait se donner une chance de mourir à la tartuferie, de goûter au parfum de la liberté.

La « chose » – le mépris et la dérision généralisés – n'est pas nouvelle, disions-nous. Mais elle semble être devenue la règle, en ces temps de fin de civilisation. Il faut voir comment la phrase de gauche a servi de tremplin à d'innombrables partis-menteurs, à des politiciens-menteurs, à des coteries de menteurs que plus rien ne distingue de la réaction la plus franche et la plus ouverte, *sauf la phrase de gauche* à laquelle ils recourent aussi longtemps qu'ils font un stage dans l'« opposition ». Naomi Klein (dans *La Stratégie du choc*, p. 476) évoque en ce sens le cas exemplaire du Sri Lanka. En 2003, une puissante vague de grèves et de manifestations avait abouti à rejeter la « thérapie de choc » ardemment souhaitée pour ce pays par la Banque mondiale et le FMI, et le mouvement s'était prolongé, aux élections parlementaires de

2004, par la victoire électorale d'une coalition nettement orientée à gauche, ouvertement hostile aux privatisations. Mais les dévastations provoquées par le tsunami de décembre 2004 eurent pour effet de convertir la présidente, Chandrika Kumaratunga (en poste depuis 1994), à la religion du libre marché... Elle parcourut la côte ravagée et annonça : « Notre pays a la chance de posséder de nombreuses richesses naturelles. Jusqu'ici, nous ne les avons pas exploitées à fond. [...] La nature s'est probablement dit : "Assez, c'est assez !" et elle nous a frappés de toutes parts pour nous rappeler que nous devons être tous ensemble. » Quatre jours après l'arrivée de la vague mortelle commença donc le processus d'adoption d'une loi qui tendait à privatiser la distribution d'eau potable. En vertu des décrets de la Providence ! Suivit aussitôt le morcellement de la compagnie nationale d'électricité, qui fut ouverte au secteur privé. Puis la classique vente du pays à la découpe débuta (terres, forêts, plages, etc.) : classique, car c'est bien ainsi qu'a procédé en Russie (en 1991), en Irak (en 2003), à La Nouvelle-Orléans (après le passage de l'ouragan Katrina, en août 2005) ou ailleurs ce que N. Campbell a appelé le « capitalisme du désastre ».

La légendaire versatilité des foules

« Bien des gens, en Europe, écrivait Alexis de Tocqueville, croient sans le dire, ou disent sans le croire, qu'un des grands avantages du vote universel est d'appeler à la direction des affaires des hommes dignes de la confiance publique. Le peuple ne saurait gouverner lui-même, dit-on, mais il veut toujours sincèrement le bien de l'État, et son instinct ne manque guère de lui désigner ceux qu'un même désir anime et qui sont les plus capables de tenir en main le pouvoir. Pour moi, je dois le dire, ce que j'ai vu en Amérique ne m'autorise point à penser qu'il en soit ainsi » (*De la démocratie en Amérique*, II^e partie, chap. 5, t. I, p. 151-152). « Tandis que les instincts naturels de la démocratie portent le peuple à écarter les hommes distingués du pouvoir », ajoutait Tocqueville, « un instinct non moins fort porte ceux-ci à s'éloigner de la carrière politique, où il leur est si difficile de rester complètement eux-mêmes et de marcher sans s'avilir » (*ibid.*, p. 153). J'avoue, à ce propos, qu'il m'a fallu atteindre les quarante ans révolus pour comprendre que le Coriolan de Shakespeare n'est point ce qu'on appelle un héros positif... C'est chez Plutarque que Shakespeare avait trouvé le sujet de sa pièce, composée vers

1608-1609. Coriolan – héros « ibsénien », tout comme celui de *l'Ennemi du peuple*, a-t-on dit – est un héros surhumain, à la fois par ses vertus et par ses erreurs. La foule de *Coriolan* est, comme celle de *Jules César*, versatile, capricieuse ; à l'occasion, elle peut être barbare, cruelle et manipulable à l'excès. Coriolan estime que les services qu'il a rendus à sa patrie lui donnent le droit d'être désigné comme consul. Mais si les suffrages du Sénat lui sont acquis, il lui faut encore gagner ceux de la plèbe. Cela lui pèse, et il fait donc campagne avec hauteur auprès d'elle. Bien qu'elle ait peu de sympathie pour lui, la plèbe romaine lui accorde néanmoins ses voix – pour un temps. Mais les deux tribuns Brutus et Sicinius, vils politiciens égoïstes et fourbes, ont l'art d'amener celle-ci à se rétracter. Coriolan prononce alors des paroles méprisantes qui dressent le peuple contre lui. Il est banni, puis il passe dans le camp des Volsques, c'est-à-dire... chez les barbares germains contre lesquels il avait naguère victorieusement combattu.

Médiocrité du « personnel » politique

Daumier avait modelé, entre 1832 et 1835, une quarantaine de bustes en terre crue polychrome,

caricaturant ainsi un grand nombre de parlementaires et de personnalités politiques de son temps : les *célébrités du Juste milieu*. Cette expression si bien trouvée tirait son origine d'un discours que le roi Louis-Philippe avait tenu le 30 janvier 1831 : il y avait déclaré se tenir « dans un juste milieu également éloigné des excès du pouvoir populaire et des abus du pouvoir royal ». Les bustes de Daurier, dont les originaux se trouvent au Musée d'Orsay, fournissent une impressionnante galerie des passions humaines et, tout particulièrement, de celles qui meuvent et inspirent les « professionnels » de la politique : « Un malin » (Falloux), « Le fourbe et le rusé » (Montlosier), « L'infatué de soi » (Baillot), « Le vieux finaud » (Royer-Collard), « L'ennuyeux » (Guizot), « Le vaniteux » (Étienne), etc. Cette typologie fort peu engageante pourrait à l'évidence s'appliquer à d'autres brochettes de politiciens plus récents, et même très récents. Sous nos latitudes comme sous bien d'autres. Des hommes et des femmes « avertis », pour qui un homme d'honneur, un Coriolan est, tout bonnement, un fou, Car la recherche effrénée des voix des électeurs, laquelle fait le plus souvent filer les anguilles de la politique politicienne vers le Marais ou l'extrême-centre, est propice à l'éclosion des demi-habiles, ces personnages médiocres ou falots

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000380.N001
Dépôt légal : février 2012